

CDAS 44

du 30 mars 2023

DÉCLARATION LIMINAIRE



Solidaires finances

ACTION SOCIALE EN DANGER !



Solidaires Finances ne peut pas débiter ce 1er CDAS de la nouvelle mandature sans condamner au préalable la réforme des retraites voulue par le Gouvernement.

Les agentes et les agents du ministère se sont une nouvelle fois mobilisés sur cette journée du 28 mars, elles et ils étaient encore plus nombreux dans la rue, jeunes et moins jeunes, actifs, futurs actifs et retraités pour afficher leur détermination à refuser cette réforme.

Solidaires Finances, ainsi que l'ensemble des organisations syndicales du ministère, exige le retrait pur et simple du texte. Cette loi est à la fois profondément injuste et porteur d'inégalités inacceptables.

D'autres solutions sont possibles, le financement des retraites peut être assuré durablement sans pour autant imposer un report de l'âge légal de départ et un allongement de la durée de cotisation.

Pour ce qui est de la réunion de ce jour, nous estimons qu'elle ne peut se tenir dans des conditions décentes. C'est pourquoi au vu des réorganisations importantes tant au niveau de la délégation que de la réforme qui induit la régionalisation de l'action sociale, nous tenons à réaffirmer les principes fondamentaux pour le bon fonctionnement du CDAS.

Nous constatons un retard systématique dans l'envoi des documents de travail ce qui nous désorganise dans la préparation.

En effet les représentant-es en CDAS ont également à répondre aux besoins de leur service spécifique ce qui peut créer des tensions avec leurs hiérarchies.

De plus les Groupes de travail ne sont pas suffisants pour débattre des propositions.

Les représentant-es du CDAS ont à cœur d'interroger les collègues sur leurs préférences et leurs retours des activités et sorties proposées par l'action sociale.

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances exige :

1. la création d'un planning prévisionnel des CDAS et des GT
2. l'envoi des convocations 15 jours au moins avant la date de tenu du CDAS
3. l'envoi de tous les documents au plus tard 8 jours avant la date.
4. un document de suivi du budget de l'année mis à jour à chaque tenue d'instance, en effet nous n'avons toujours pas les allocations budgétaires pour 2023 alors que nous sommes déjà fin mars.

De plus, M. le Président par intérim, Solidaires Finances vous fait part de ses inquiétudes quant au remplacement de M. GIRONA. Il serait souhaitable que nous soyons fixés au plus vite sur l'identité de son successeur.

Sera-t'il issu de la DGFIP ou d'une autre administration du Ministère au vu de la fin des CTL et CHSCT et leur remplacement par les CSA et Formation Spécialisée?

Compte tenu des restructurations subies par les personnels nous avons besoin d'une action sociale au service des agent-es et pas d'une direction qui considère le CDAS comme un portefeuille pour amortir ses réformes.

Les problèmes persistent tant au niveau du logement que de la restauration au vu de l'inflation. Le souci des agent-es est leur bien être au travail et non la prochaine sortie!

Sans dénigrer l'importance des actions menées en faveur des plus jeunes et des retraités Solidaires Finances propose, dans ce contexte d'inflation constante, à un niveau jamais vu depuis 30 ans, un rééquilibrage des budgets en direction des actifs.

En signe de protestation, et afin de vous permettre de construire une réponse éclairante à nos légitimes questions et remarques, Solidaire Finances ne siègera pas ce jour.